



Ministère des solidarités et de la santé  
Ministère de l'action et des comptes publics

**Direction de la sécurité sociale**

Sous-direction du financement du système de soins  
Bureau des produits de santé

**Direction générale de la santé**

Sous-direction politique des produits de santé  
et qualité des pratiques et des soins  
Bureau dispositifs médicaux et autres produits de santé

Paris, le 06 janvier 2020

La Ministre des solidarités et de la santé

Le Ministre de l'action et des comptes publics

À

Monsieur le Directeur Général de l'Union  
Nationale des Caisses d'Assurance Maladie  
(UNCAM)

Monsieur le directeur général de la caisse  
nationale de l'assurance maladie (CNAM)

Monsieur le directeur général de la caisse  
centrale de la mutualité sociale agricole  
(CCMSA)

**INSTRUCTION N° DSS/SD1C/2019/265 du 20 décembre 2019 relative à la prise en charge des aides auditives dans le cadre de la réforme "100% santé".**

Date d'application : immédiate

NOR : **SSAS1937290J**

Classement thématique : dispositif-médicaux ; juste-prescription

**Publiée au BO** : non

**Déposée sur le site circulaire.legifrance.gouv.fr** : oui

**Catégorie** : Directives adressées par la ministre aux services chargés de leur application, sous réserve, le cas échéant, de l'examen particulier des situations individuelles

**Résumé** : La présente instruction précise les conditions de mise en œuvre de la réforme de la prise en charge des aides auditives, s'agissant des conditions de primo-prescription des aides auditives.

**Mots-clés** : dispositifs médicaux ; prescription ; aides auditives ; 100% santé

**Texte de référence** : arrêté du 14 novembre 2018 portant modification des modalités de prise en charge des aides auditives et prestations associées au chapitre 3 du titre II de la liste des produits et prestations prévue à l'article L. 165-1 du code de la sécurité sociale

**Diffusion** : caisses d'assurance maladie

La réforme des conditions de prise en charge des aides auditives va permettre, progressivement et d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2021, de proposer des aides auditives sans reste à charge, grâce à l'intervention combinée des assurances maladie obligatoire et complémentaires pour les assurés ayant souscrit un contrat responsable. La présente instruction précise les modalités de mise en œuvre progressive de cette réforme, concernant l'application des conditions relatives à la qualité du médecin prescripteur s'agissant de la primo-prescription d'aides auditives pour les adultes et les enfants de plus de 6 ans

L'alinéa V.1.1 de l'article 1 de l'arrêté du 14 novembre 2018, portant modification des modalités de prise en charge des aides auditives et prestations associées au chapitre 3 du titre II de la liste des produits et prestations prévue à l'article L. 165-1 du code de la sécurité sociale, et entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019, précise les conditions de prescription relatives à un premier appareillage : « La prescription est réalisée par un médecin oto-rhino-laryngologiste (ORL), ou un médecin généraliste dont le parcours de développement professionnel continu (DPC) en « Otologie médicale » est attesté par le Collège de médecine générale (CMG), selon l'article R. 4021-4.-I. du code de la santé publique, sur des règles communes recommandées par le Collège de médecine générale (CMG) et le Conseil national professionnel d'ORL (CNPORL) et validé par le Conseil national de l'Ordre des médecins (CNOM). »

Par dérogation à l'article 3 de l'arrêté susmentionné prévoyant que « Les dispositions relatives au parcours de développement professionnel continu en « Otologie médicale » mentionnées au paragraphe V.1.1 de l'article 1er entrent en vigueur le 1er janvier 2020 », et sans préjudice des autres dispositions, les médecins généralistes qui ne pourraient se prévaloir d'un parcours de développement professionnel continu en « Otologie médicale » sont toutefois autorisés à prescrire des aides auditives lors de la prescription relative à un premier appareillage, pour les adultes ou les enfants de plus de 6 ans, jusqu'au 31 août 2020.

Pour les ministres et par délégation :  
La directrice de la sécurité sociale

*Signé*

Mathilde Lignot-Leloup

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur général de la santé

*Signé*

Jérôme Salomon